per
sge

Économie rurale

Analyse comparée des politiques agraires dans les pays socialistes

Théodore Bergmann

Citer ce document / Cite this document :

Bergmann Théodore. Analyse comparée des politiques agraires dans les pays socialistes. In: Économie rurale. N°112, 1976. Agriculture et développement socialiste. pp. 21-28;

doi : https://doi.org/10.3406/ecoru.1976.2407

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1976_num_112_1_2407

Fichier pdf généré le 08/05/2018

BY: $ = creative commons

Abstract

A comparative analysis of farm policies in socialist countries - In spite of the obstacles for a comparative analysis, an attempt seems to be worthwhile. For a cross-system analysis - between capitalist and socialist societies - of farm policies there are no indicators and methods. For a full comparison in the socialist system, more national and particularly regional data would be called for. For a better understanding of the problems, agrarian history after the socialist revolution is periodised in four development phases : Desinvestment, production battle, new economic system, surplus production.

After the radical transformation of the agrarian structures, farm policies hardly deal with new changes of the newly established macro-structure, which has to be fully utilized by great quantities of new production inputs. After the abolition of the machine and tractor stations, the main pillars of agrarian structure are modified only in their international organization (I). An exception to this are the new superstructures combining several collective or state farms. Production is increased by an accelerated flow of fertilisers, farm machinery, investments in land improvement etc... The rigid direction of marketing is loosened and later abolished in favour of more flexibility and a variety of marketing channels for the producers. Farm prices are increased and levelled, the split market system ended. The social status, the economic situation and the social security of the kolkhoz members are improved, opening the gate for growing identification with their collective enterprise. Only the centralised administration, top-heavy and badly adapted to decisions about regional and local matters, is hardly changed. The social costs, the disadvantageous effects of the radical restructuration surmounted, production increases with the flow of new inputs in accelerated pace due to the exploitation of the economies of scale.

The obstacles to production are similar in socialist countries with and without collectivisation. This suggests a multicausal explanation, which ought not to be limited to the only cause of the formation of the collective farms. Agrarian policies of the socialist countries advance from monolithism to a plurality of socialist models, all of equal status and right. This contributes to outdate the idea of the hegemony of any one country. While one group - the poorest - have advanced more quickly in transforming their structure, the other group the states better equipped with industries - have made more progress in modernising the agrarian sector and increasing its production. Uniformity in agrarian policy is replaced by a growing multiplicity of models, instruments and actual goals.

Résumé

En dépit des entraves qui s'opposent à une analyse comparative, une tentative semble valable. L'analyse inter- systémique (entre sociétés capitalistes et socialistes) des politiques agraires bute sur l'absence d'indicateurs et de méthodes. Une analyse intrasystémique (entre pays socialistes) exigerait davantage de données, nationales mais surtout régionales.

Pour une meilleure approche des problèmes étudiés ici, l'histoire agraire d'après la révolution est divisée en quatre phases de développement : désinvestissement, bataille pour la production, nouveau système économique socialiste, production de surplus.

Après la transformation radicale des structures agraires, les politiques agricoles n'apportent plus guère de changements à la macro-structure récemment établie qui demande, pour être pleinement utilisée et mise en valeur, une grande abondance de nouveaux moyens de production. Après la dissolution des stations de machines et tracteurs, les principaux supports de la structure agraire ne sont que modifiés dans leur organisation interne (1). Exception est faite pour les nouvelles superstructures communes à plusieurs fermes ou collectives ou d'Etat.

La production est augmentée par un flux accéléré d'engrais, de machines agricoles, d'investissements fonciers, etc.. Le dirigisme étroit des canaux de commercialisation se relâche ; il est ensuite remplacé par un système plus souple comportant de nombreuses filières d'écoulement des produits agricoles. Les prix s'élèvent et se nivellent, la division des marchés prend fin. Le statut social, la situation économique et la sécurité sociale des paysans collectivisés sont améliorés, ouvrant la voie à une identification croissante des paysans avec leur entreprise collective. Seule l'administration centralisée, trop lourde et mal adaptée à résoudre les problèmes régionaux et locaux, subsiste sans changement notable.

Les coûts sociaux, effets désavantageux d'une restructuration radicale, une fois surmontés, la

aux économies d'échelle.
Les obstacles à la production sont les mêmes en pays socialistes, avec ou sans collectivisation. Ces difficultés ont donc de nombreuses causes et ne peuvent être attribuées uniquement à l'établissement des fermes collectives. Les politiques agraires des pays socialistes évoluent du monolithisme vers une pluralité de modèles socialistes, tous égaux en droit, ce qui contribue à périmer l'idée même d'une hégémonie de l'un ou l'autre pays. Tandis que les uns (les plus pauvres) ont transformé plus rapidement leurs structures, les autres (les Etats mieux équipés industriellement) ont davantage progressé dans la modernisation du secteur agricole et accru leur production. L'uniformité des politiques agraires est remplacée par une multiplicité croissante des modèles, des instruments, et des objectifs concrets.

BY: $ = creative commons

ANALYSE COMPARÉE DES POLITIQUES AGRAIRES DANS LES PAYS SOCIALISTES

Professor Dr. Theodor BERGMANN
Institut fur Agrarpolitik, Hohenheim

En dépit des entraves qui s'opposent à une analyse comparative, une tentative semble valable. L'analyse inter-systémique (entre sociétés capitalistes et socialistes) des politiques agraires bute sur l'absence d'indicateurs et de méthodes. Une analyse intrasystémique (entre pays socialistes) exigerait davantage de données, nationales mais surtout régionales.

Pour une meilleure approche des problèmes étudiés ici, l'histoire agraire d'après la révolution est divisée en quatre phases de développement : désinvestissement, bataille pour la production, nouveau système économique socialiste, production de surplus.

Après la transformation radicale des structures agraires, les politiques agricoles n'apportent plus guère de changements à la macro-structure récemment établie qui demande, pour être pleinement utilisée et mise en valeur, une grande abondance de nouveaux moyens de production. Après la dissolution des stations de machines et tracteurs, les principaux supports de la structure agraire ne sont que modifiés dans leur organisation interne (1). Exception est faite pour les nouvelles superstructures communes à plusieurs fermes ou collectives ou d'Etat.

La production est augmentée par un flux accéléré d'engrais, de machines agricoles, d'investissements fonciers, etc... Le dirigisme étroit des canaux de commercialisation se relâche ; il est ensuite remplacé par un système plus souple comportant de nombreuses filières d'écoulement des produits agricoles. Les prix s'élèvent et se nivellent, la division des marchés prend fin. Le statut social, la situation économique et la sécurité sociale des paysans collectivisés sont améliorés, ouvrant la voie à une identification croissante des paysans avec leur entreprise collective. Seule l'administration centralisée, trop lourde et mal adaptée à résoudre les problèmes régionaux et locaux, subsiste sans changement notable.

Les coûts sociaux, effets désavantageux d'une restructuration radicale, une fois surmontés, la production augmente avec le flux de nouveaux facteurs de production, à une cadence accélérée due aux économies d'échelle.

Les obstacles à la production sont les mêmes en pays socialistes, avec ou sans collectivisation. Ces difficultés ont donc de nombreuses causes et ne peuvent être attribuées uniquement à l'établissement des fermes collectives. Les politiques agraires des pays socialistes évoluent du monolithisme vers une pluralité de modèles socialistes, tous égaux en droit, ce qui contribue à périmer l'idée même d'une hégémonie de l'un ou l'autre pays. Tandis que les uns (les plus pauvres) ont transformé plus rapidement leurs structures, les autres (les Etats mieux équipés industriellement) ont davantage progressé dans la modernisation du secteur agricole et accru leur production. L'uniformité des politiques agraires est remplacée par une multiplicité croissante des modèles, des instruments, et des objectifs concrets.

Persée creative commons

A COMPARATIVE ANALYSIS OF FARM POLICIES IN SOCIALIST COUNTRIES

In spite of the obstacles for a comparative analysis, an attempt seems to be worthwhile. For a cross-system analysis - between capitalist and socialist societies - of farm policies there are no indicators and methods. For a full comparison in the socialist system, more national and particularly regional data would be called for.

For a better understanding of the problems, agrarian history after the socialist revolution is periodised in four development phases : Desinvestment, production battle, new economic system, surplus production.

After the radical transformation of the agrarian structures, farm policies hardly deal with new changes of the newly established macro-structure, which has to be fully utilized by great quantities of new production inputs. After the abolition of the machine and tractor stations, the main pillars of agrarian structure are modified only in their international organization (1). An exception to this are the new superstructures combining several collective or state farms. Production is increased by an accelerated flow of fertilisers, farm machinery, investments in land improvement etc... The rigid direction of marketing is loosened and later abolished in favour of more flexibility and a variety of marketing channels for the producers. Farm prices are increased and levelled, the split market system ended. The social status, the economic situation and the social security of the kolkhoz members are improved, opening the gate for growing identification with their collective enterprise. Only the centralised administration, top-heavy and badly adapted to decisions about regional and local matters, is hardly changed. The social costs, the disadvantageous effects of the radical restructuration surmounted, production increases with the flow of new inputs in accelerated pace due to the exploitation of the economies of scale.

The obstacles to production are similar in socialist countries with and without collectivisation. This suggests a multicausal explanation, which ought not to be limited to the only cause of the formation of the collective farms. Agrarian policies of the socialist countries advance from monolithism to a plurality of socialist models, all of equal status and right. This contributes to outdate the idea of the hegemony of any one country. While one group - the poorest - have advanced more quickly in transforming their structure, the other group - the states better equipped with industries - have made more progress in modernising the agrarian sector and increasing its production. Uniformity in agrarian policy is replaced by a growing multiplicity of models, instruments and actual goals.

1 - OBSTACLES D'UNE ANALYSE COMPARATIVE

Une analyse balancée — sine ira et studio — des politiques agraires dans les pays socialistes se heurte à beaucoup de difficultés.

a) Quels pays sont socialistes ? Se réclament du socialisme des pays tellement différents comme l'URSS, la Chine, l'Albanie, la RDA, la CSSR (de Gottwald, Novotny, Dubcek, et de Husak), Cuba, la Yougoslavie, la Tanzanie, l'Egypte, la Syrie... Certains pays qui ont des gouvernements marxistes se disputent même mutuellement la marque de socialisme. Peut-être la Suède est-elle plus socialiste que la Syrie ? Sans entrer dans ce labyrinthe de dissension marxiste, je limiterai mes observations aux pays qui ont connu un bouleversement radical de leur économie et de leur société, y compris leur société agraire, soit par une révolution autochtone, soit par la conquête de l'armée rouge en 1945, qui ont liquidé la classe capitaliste et qui essaient d'établir une économie planifiée.

b) Les concepts et termes usuels des pays capitalistes sont-ils valables dans des pays dotés d'un système différent ?

c) Notre connaissance des langues, des faits et des données est déficiente. Parfois des chiffres et statistiques détaillés manquent pour certaines périodes ou pour quelques pays.

d) Il n'y a pas un modèle de structure agraire, influençant la politique agraire, mais quatre modèles :

1 - collectivisation (URSS et la majorité des pays en question) ;

2 - collectivisation modifiée (communes populaires en Chine) ;

3 - décollectivisation, dominance des petites exploitations individuelles (Yougoslavie et Pologne) ;

4 - révolution agraire sans collectivisation (Cuba).

Il n'y a plus d'uniformité de structure agraire, mais une diversification. Toute généralisation serait difficile pour les quatre modèles. La question se pose même de savoir si les traits communs ou les traits distinctifs prévalent dans le « camp socialiste » ou dans le système économique mondial du socialisme.

e) La transformation révolutionnaire, planifiée, des structures agraires et sociales, attire ou repousse l'observateur, le chercheur, chacun réagit à sa façon, personne ne reste objectif, neutre. Les uns prennent conscience de leur ira et studium, les autres ignorent leur subjectivité naturelle.

2 - TROIS VOIES D'ANALYSE COMPARATIVE

En principe, il y a trois voies de comparaison. La première essaie de comparer les réalisations d'un ou de plusieurs pays de petite exploitation et d'économie capitaliste, avec les résultats quantitatifs de certains pays socialistes et d'agriculture collective. Pendant longtemps, ces comparaisons ont été de terribles simplifications, un prolongement de la guerre froide par les moyens et les termes de la prétendue science. Les résultats étaient clairs avant même que l'analyse fut entreprise. Avec des indicateurs micro-économiques quantitatifs, on prouvait que « notre système est meilleur ou le meilleur », que le paysan individuel travaille plus durement et intensivement que le kolkhozien, que la production et la productivité agricoles de l'URSS sont inférieures à celles des Pays-Bas, mesurées par nos indicateurs (récolte en q/ha, UTH/ha, production de lait par vache, etc.). La cause unique de cette défaillance totale était trouvée aisément : la collectivisation (2).

Et on savait que les communistes sont, par nature, ennemis des paysans indépendants, ennemis masqués d'ailleurs pour séduire ceux-ci et les amener à supporter une révolution qui finalement dévore et les révolutionnaires et la base de cette révolution elle-même. On connaissait depuis toujours cette hostilité innée du marxisme envers les paysans, dès les sentences péjoratives de Marx (1852), comparant les paysans à des pommes de terre, sans structure ni organisation solidaire. Restait seulement l'énigme des succès des révolutions justement dans des pays agraires qui fut résolue et expliquée par l'existence d'agents subversifs dotés du rouble roulant, instiguant les paysans innocents à bouleverser la meilleure des sociétés.

On ignorait aussi que tous les indicateurs quantitatifs en usage jusqu'ici concernent les résultats micro-économiques, mais sont incapables d'intégrer les contributions macro-économiques. Ces indicateurs, en fait, ne sont valables que dans leur système économique et pour une phase de développement limitée. On ignorait, en outre, les facteurs écologiques, démographiques... pour parvenir plus facilement à cette explication monocausale.

Entre temps, les pays socialistes ont mieux équipé leur agriculture et amélioré leur production avec moins de tracteurs. Et le ton des analyses a changé un peu dans la direction d'un jugement plus équilibré.

Une autre voie d'évaluation, l'inverse de la précédente, se limite à une description de progrès incessants, à des louanges et à une ignorance de tous les problèmes, faisant preuve d'une harmonie complète.

La troisième voie est celle qui s'efforce d'intégrer les objectifs de la politique économique et sociale, et mesure les succès par rapport aux objectifs immanents du système. Pour une telle conception, une comparaison entre différentes économies socialistes ou entre des régions de l'URSS semble beaucoup plus féconde, parce qu'elle pourrait nous éclairer sur maints facteurs actifs en dehors de la collectivisation.

Une comparaison intersystémique reste souhaitable. Mais pour que ce ne soit pas un dialogue de sourds, il faudrait trouver de nouveaux instruments quantitatifs, comparer des équivalences fonctionnelles et pas des indicateurs non-équivalents à cause des différences entre systèmes.

3 - PHASES DE DEVELOPPEMENT

Pour mieux comprendre la politique actuelle, on devrait tenir compte des quatre phases que traverse la politique agraire dans les Etats socialistes.

1re phase : Désinvestissement. — La contribution du secteur agraire est extorquée par divers moyens (fiscalité en espèces, « terms of trade » défavorables, livraisons obligatoires, directives centrales sur les rémunérations de kolkhoziens, etc.). Les allocations gouvernementales ne font bénéficier que l'industrie lourde et l'infrastructure culturelle.

---

(1) En Roumanie seulement, les stations de tracteurs continuent à fonctionner.

(2) Cf ADAMS et ADAMS (1971), LAIRD (1970), KARCZ (1967), BLHOM (in Tümnler, Merkel u. Blohm, 1969) et alii.

L'agriculture, secteur clé, est forcée de fournir la part du lion, sans contre-valeur. Enfin, on touche le point où la capacité même est menacée d'exhaustion.

2me **phase** : Bataille pour la production. De grands efforts sont faits pour accroître la production agricole par allocation de moyens de production industriels, subventions directes, augmentation des prix et autres stimulants pour les producteurs. Tout est fait pour satisfaire la demande croissante de la population non agricole et celle des industries. Mais il y a une période d'incubation entre la planification des usines d'azote et l'augmentation des récoltes de blé. Les raisons de rentabilité (quelle que puisse être leur validité dans une situation de pénurie) sont négligées, pour rattraper l'arriéré du secteur agricole.

3me **phase** : Nouveau système économique. On passe de la planification matérielle et directive aux instruments économiques et financiers d'une planification indirecte et plus flexible. Le marché socialiste doit jouer son rôle de médiateur entre planification centrale et planification locale ou d'entreprise et la demande des consommateurs. L'allocation de moyens de production est remplacée par les décisions d'achat des directeurs ou présidents des fermes collectives.

4me **phase** : Production de surplus. Les nouveaux moyens de production commencent à produire leurs effets. La production s'oriente vers les produits animaux et vers l'exportation. « Surplus » est un terme relatif, dépendant du niveau des prix et des salaires de la masse des consommateurs. La Hongrie, la Bulgarie et la Roumanie produisent des surplus agricoles, en partie à cause d'une industrialisation plus lente. En URSS, la deuxième phase est passée dans les années soixante.

4 - LES CHAMPS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE AGRAIRE

Difficultés de formulation

On ne trouve guère d'expressions explicites sur la « politique agricole » dans les pays socialistes eux-mêmes. Après les grandes discussions publiques, ouvertes jusqu'en 1925 ou 1927, on cherche presque en vain une formulation des objectifs de politique agraire. La formulation la plus précise de ces objectifs est celle de Suvar et Puljiz (1971) :

a) Socialisation de la production agraire.

b) Croissance de la production agraire.

c) Industrialisation de l'agriculture et, en connection avec celle-ci, centralisation et concentration des moyens de production en agriculture.

d) Alliance des ouvriers et paysans dans le développement d'une société nouvelle.

e) Diminution et abolition graduelle des différences de niveau de vie et de culture entre population urbaine et agraire.

Les buts b), c), e), sont essentiellement acceptables même dans les pays capitalistes, mais non le but a) (car le capitalisme veut conserver la propriété privée des moyens de production, ni le but d), base des victoires des communistes en URSS, Yougoslavie, Chine, Vietnam.

Pour nous économistes ruraux, la politique agraire peut être divisée en quelques groupes de mesures officielles.

a) Politique de transformation des structures ;

b) Promotion de la production ;

c) Politique de commercialisation et des prix ;

d) Politique sociale pour les agriculteurs (welfare politics), éducation ;

e) Administration, vulgarisation, animation.

En termes marxistes, les mesures a) et b) appartiendraient aux relations de production, les mesures b), c), d), aux forces productives et aux moyens de production.

Politique de transformation des structures

La problématique collectivisation

Le modèle de collectivisation fut suivi très précisément par la majorité des pays socialistes, implanté avec vigueur par les conseillers soviétiques dans les pays conquis et transformés par l'armée rouge, mais modifié essentiellement en Chine. L'opposition des agriculteurs étaient très forte en Yougoslavie et Pologne, conduisant à un changement total de la politique agraire : acceptation de la volonté des paysans collectivisés de sortir des fermes collectives. En RDA, où l'opposition n'abandonnait pas seulement les fermes mais aussi l'Etat, changeant en RFA, et en Hongrie, on ajournait la campagne de collectivisation après les crises politiques de 1953 et 1956 jusqu'après la re-consolidation intérieure.

Les traits caractéristiques de la collectivisation stalinienne étaient :

— le changement radical des relations de production,

— la compression dans un minimum de temps,

— pas de stimulants matériels ou techniques,

— pas de temps pour une acculturation socio-psychologique,

— des directives rigides sur la gestion économique et technique,

— pas de participation des membres dans leur coopérative,

— pas de persuasion ou conviction,

— l'opposition et l'aliénation de la majorité des agriculteurs.

L'opposition communiste ne s'opposait pas à la collectivisation comme telle, mais aux méthodes de son exécution. Trotsky (3) disait : la collectivisation des charrues à bois est une duperie. Boukharine (1922-1973) avait discuté les difficultés de collectivisation et était favorable au plan de Lénine (1963-70), qui proposait beaucoup de patience avec les paysans : « Dans les conditions les plus favorables une transformation agraire (la coopérativisation) prendrait une à plusieurs dizaines d'années ».

Preobrazhensky (1926-1965) avait analysé les problèmes économiques et formulé une loi sur l'extorsion de la contribution paysanne à l'industrialisation. Il concluait en conseillant une approche prudente de cette classe majoritaire, supportant au moins politiquement le gouvernement communiste. Cajanov (1923, 1925/1966) avait mis en garde les autorités, de ne pas créer d'antagonisme dans la paysannerie. Dumont (1964) a résumé le problème en donnant à la collectivisation sans équipement moderne le nom de manufacture, pas celui d'industrie. Par là, il se référait à l'idée d'industrialiser l'agriculture par l'organisation d'une produc-

(3) Voir DEUTSCHER (1963).

tion à grande échelle. Mais les économies d'échelle ne se réalisent dans toute l'étendue possible qu'après l'introduction de l'équipement industriel (moteurs, etc.), elles atteignent leurs limites en agriculture à un niveau de concentration plus faible que dans l'industrie. On pourrait quand même expliquer la brutalité et la brusquerie staliniennes par l'absence totale de technique nouvelle et par la menace hitlérienne. A l'époque, on surestimait l'importance de la transformation des relations de productions et on sous-estimait celle des forces productives et des moyens de production ; on créait une théorie « marxiste » faute de machines, ou on faisait une vertu de la pauvreté.

La question s'est posée également en Yougoslavie ; après la décomposition de la collectivisation, Kardelj (1958) avertissait les communistes de ne pas retomber dans la même erreur. Il bouleversait la séquence des mesures : priorité aux moyens de production à grande échelle (à échelle coopérative) qui convaincraient doucement les paysans. Assurément, la dissension existant entre les deux courants politiques qui s'opposaient au sein du P.C. Chinois dans les années cinquante et soixante (représentés par Liu-Tchao-Chi et Mao Tsé-Tung), provenait en partie du même problème : Liu voulait donner priorité à la production de la technique agricole, qui convaincrait et conduirait les paysans à l'enrôlement volontaire dans les fermes collectives, tandis que Mao accordait la priorité à la formation immédiate de communes populaires, même avec la vieille technologie (4).

En Chine, le modèle soviétique de collectivisme a été modifié. Si l'idée de base est acceptée : socialisation des terres, travail en commun, lot individuel, rémunération inégale d'après le rendement, sécurité sociale minimum dans la commune, par ailleurs on constate les distinctions suivantes :

1 - transformation de la structure par étapes,

2 - population plus nombreuse,

3 - transfert de maintes tâches de l'Etat aux communes (administration locale, école, police, justice, planification économique, industrialisation locale).

Cette modification correspond aux conditions différentes : dominance totale de la population rurale, manque d'infrastructure moderne, d'où entraves à une planification et une économie trop centralisées.

Le développement des structures

Une fois la nouvelle structure installée et consolidée, les changements sont mis en œuvre à l'intérieur du système. Le congrès des kolkhoziens en URSS en 1969 et la fin de la discussion théorique sur la validité de la propriété collective, prouvent qu'il n'y a plus de plan de transformation des kolkhozes en sovkhozes, si toutefois de tels plans ont jamais existé. Lentement, le nombre des fermes collectives diminue par suite de fusions. Mais le gigantisme est passé. On ne se bat plus pour le maximum de SAU par ferme, mais pour l'optimum, pour une date à fixer d'après les données changeantes de la technologie, la situation face aux débouchés, l'écologie, la qualité des terres, etc. D'autre part, l'unité autonome et techniquement autarcique de la ferme collective est remise en cause et surpassée par de nouveaux organismes de coopération, entre fermes coopératives, ou entre celles-ci et les fermes d'Etat (zwischengenossenschaftliche Einrichtungen) utilisant la grande technologie, produisant les aliments concentrés pour le bétail, engraissant des milliers de porcs, toutes activités trop vastes pour chacune des fermes collectives.

Le lot privé, complément vital de la ferme collective, (voir graphique 1) en symbiose mais en même temps en compétition avec celle-ci pour les moyens de production, a été très discuté en diverses périodes. Parfois, les idéologues la considéraient comme un reliquat du capitalisme à abolir le plus tôt possible. Tantôt, on poussait les kolkhoziens à remettre volontairement leur cheptel à la ferme collective. Enfin, le lot privé est accepté et son existence assurée pour l'avenir proche et moyen (5) dans tous les pays de collectivisation, y compris la Chine. L'étendue du lot individuel, son importance économique pour la famille kolkhozienne et pour les consommateurs urbains, le degré d'utilisation de ce droit par les membres du kolkhoze dépend de nombre de facteurs : progrès de la mécanisation, développement de la ferme collective, diversification de l'office alimentaire, distribution, revenu du kolkhozien, intérêt d'une nouvelle génération pour les formes d'emploi traditionnelles.

Les stations de machines et tracteurs, troisième pilier du système collectif de 1929 à 1959, étaient dissoutes par le gouvernement de Khrushchev en 1959. Leurs tâches, devenues obsolètes, étaient transférées au kolkhoze, ce qui diminuait la bureaucratie, accélérait les décisions et les opérations dans les fermes, et libérait des fonds publics pour de nouvelles tâches. Trente ans après la collectivisation, ces machines devenaient la première propriété achetée en commun, rendant évidente pour les membres la réalité de leur organisation coopérative, et offrant une promotion sociale et technique pour les ouvriers des champs. La dissolution des stations devenait possible après le développement des usines à machines agricoles, et devenait nécessaires pour stimuler et avancer le contrôle et l'activité locale.

Pour les fermes d'Etat, les changements ont été différents en dimensions, mais similaires à ceux des fermes collectives. En Union Soviétique, la majorité des terres vierges (défrichées) est organisée en fermes d'Etat, qui se situent largement dans des zones de population éparse, autres que les régions où les fermes collectives dominent.

Parmi les questions de structures, on pourrait citer aussi la démocratisation de la structure intérieure des fermes collectives. En 1967, on décidait en Tchécoslovaquie d'organiser une représentation démocratique des membres dans les fermes et des fermes auprès des autorités et des entreprises de commercialisation. Une décision similaire fut prise en 1969 à Moscou. Evidemment, jusqu'en 1968 ou 1969, il n'existait pas de représentation démocratique des millions de kolkhoziens, ce qui devait conduire (ou séduire) les autorités économiques et politiques à ignorer leurs intérêts et demandes spécifiques. Une démocratisation des fermes collectives devrait diminuer l'aliénation, augmenter

(4) Cf. CURRENT SCENE (1967). Naturellement, la politique agraire impliquait des conséquences dans tous les secteurs de la politique économique, politique intérieure et extérieure, etc.

(5) Après une discussion étendue, le Kommunist (1969), organe de théorie du CPSU concluait : « Dans sa décision sur le lot individuel, le congrès des paysans collectifs a considéré les conditions réelles et reconnu le lot individuel comme utile. On a résolu de ne pas rompre avec la praxis de dizaines d'années et à considérer les traits particuliers des républiques et des zones écologiques et économiques. Le lot individuel du paysan collectif joue maintenant et jouera dans l'avenir un rôle important pour la croissance des ressources communes de l'alimentation du pays. Ce serait une erreur grave d'ignorer ceci. Le statut pilote des kolkhozes a établi des normes pour la fixation du lot individuel, qui freineraient et une croissance illimitée et une décroissance des lots » (p. 17).

l'intérêt et renforcer les avantages du système coopératif dans la production agricole. Pour l'observateur étranger et éloigné, il est difficile de savoir dans quelle mesure les décisions de 1969 sont appliquées.

Promotion de la production

En général, l'industrialisation a été favorisée dans tous les plans des pays socialistes aux dépens du secteur agricole. Mais la mesure de priorité a changé de pays en pays. Le déséquilibre était le plus fort en Union Soviétique, isolée en 1929, se préparant à l'éventualité de la deuxième guerre mondiale. Après la mort de Staline, davantage de ressources ont été attribuées au secteur agriculture et produits de consommation. En Chine, l'aide à l'agriculture ne fut jamais aussi faible qu'en Russie, elle a été favorisée après 1960.

Il y a eu, dès le début, des différences d'intensité entre les agricultures des pays socialistes (6). Tous les pays ont intensifié les livraisons de moyens de production, qui furent suivies, après un laps de temps, par une augmentation de la production. Les courbes de livraisons de moyens de production, et de production augmentée sont presque parallèles pour les pays socialistes européens. Les différences entre pays persistent, alors que quelques-uns (les plus industrialisés, et ceux qui ont la « man-land-ratio » la plus étroite), ont presque rattrapé l'intensité de production agricole des pays capitalistes (industrialisés) de l'Europe occidentale. Globalement, un gouffre persiste entre le monde socialiste et le monde capitaliste industrialisé. Les pays socialistes sans collectivisation se heurtent aux mêmes problèmes que ceux qui possèdent des fermes collectives. La paralélléité entre input et output, les difficultés des pays non-collectivisés et enfin les progrès de la production agricole dans tous les pays socialistes prouvent que les difficultés initiales (dans la première phase) ne sont pas dues à une seule cause. Outre le facteur collectivisation, les facteurs suivants pourraient agir :

a - La contribution forcée des agriculteurs, le désinvestissement systématique,

b - la défaillance des moyens de production,

c - une rémunération trop basse, l'aliénation des kolkhoziens et leur résistance passive,

d - d'autres facteurs de productivité basse,

e - la rapidité de la transformation sociale.

La structure de la production change, des cultures végétales aux produits animaux. En même temps, les troupeaux des fermes collectives et des fermes d'Etat s'accroissent, et leur part dans la production animale totale croît aux dépens du secteur privé. Ce développement suit la production végétale à grande échelle, avec un long délai, dû à maintes raisons. La création de grands troupeaux, si possible d'une qualité génétique élevée et homogène, prend beaucoup plus de temps que la production de meilleures semences de blé ; ceci est dû à la reproduction beaucoup plus lente du bétail. La mécanisation de la production animale se développe avec un retard considérable et se heurte à plus d'entraves. De très grands investissements sont nécessaires en bâtiments et en équipement. Et l'alimentation humaine de base est à assurer en priorité.

Politique de commercialisation et des prix

Pendant les premières étapes, caractérisées par une pénurie générale de vivres, la commercialisation est organisée sur trois niveaux de prix et sur deux niveaux de vente. Les vivres fondamentaux sont achetés et vendus par l'Etat et ses organismes à prix fixe, avec une différence minime entre prix d'achat et prix de vente. Les producteurs sont appelés à livrer, à prix relativement très bas, une grande quantité obligatoire (parfois même nommée taxe en espèces). Au delà de ce quantum, la production doit être offerte aussi aux organismes étatiques, à un prix plus élevé, mais en dessous du niveau du « marché libre ». Les produits agricoles non-essentiels, de luxe ou demandant beaucoup de travail manuel, sont vendus par les kolkhozes, mais aussi, fait plus important, par les kolkhoziens, sur le marché du kolkhoze ou celui des paysans, à prix libres ou à peine contrôlés.

Cette division du marché et des prix cause certaines difficultés de contrôle, même des prix officiels et de la voie des livraisons. Au fur et à mesure que la pénurie est surmontée, les livraisons obligatoires sont abolies, les prix d'achat officiels égalisés à ceux du marché libre ; le contrat entre divers organismes et les producteurs prend la place de la commercialisation à voie unique. Les contrôles du marché des paysans sont liquidés, parce que superflus.

Généralement, les prix des vivres sont fixés à un niveau relativement bas pour assurer la provision minimum. La levée des prix est lente et contrôlée.

L'instrument des prix agricoles est utilisé le plus fréquemment pour orienter la production vers les vivres les plus demandés, ou pour un changement de production. Aussi, dans les pays socialistes, il y a des relations « naturelles » entre certains prix agricoles, qu'on n'ignore pas sans souffrir de désavantages essentiels.

Politique sociale pour les paysans collectifs

Tandis que, dans les premières phases, les kolkhoziens devaient sentir très directement leur contribution forcée, ce qui causait une aliénation envers « leur » ferme collective, dans la nouvelle phase de politique agraire, le statut des agriculteurs est amélioré par différents moyens.

La rémunération passe du système initial du « trudoden » et du paiement résiduel (7), à un paiement régulier, mensuel, ajusté au niveau des ouvriers des sovkhozes de la même région. Le transfert des machines des MTS au kolkhoze ouvre une chance de promotion professionnelle aux membres, qui jusqu'ici étaient limités aux travaux manuels, mal payés, inférieurs.

La sécurité sociale est étendue aux kolkhoziens et leur offre presque les mêmes prestations qu'au reste des économiquement actifs. Leur intégration dans le système de sécurité sociale devient nécessaire, si on veut une mobilité intersectorale ; mais cette intégration n'est réalisable que si la population agricole devient minoritaire, avec des revenus monétaires suffisants pour pouvoir payer les cotisations. Cette pleine couverture de la sécurité sociale pre-

(6) Comme déjà indiqué, il y a aussi des différences d'intensité entre zones écologiques et économiques en URSS et dans les autres pays socialistes, ce qui soulignerait la multicausalité du retard de l'agriculture socialiste.

(7) Le système initial de rémunération du travail kolkhozien était très compliqué, bureaucratique, anti-stimulant de tout effort de travail ; les versements étaient résiduels, dépendant des récoltes, des directives de l'Etat, etc. Ce système a contribué largement à l'aliénation des membres, sans influence sur la gestion de leur ferme collective.

nant tout en charge et remplaçant le système de solidarité minimum dans chaque ferme collective, est accomplie dans l'URSS, la RDA, la CSSR et la Roumanie. Elle n'a même pas commencé en Chine ; et la phase de développement dans les autres pays collectivisés n'est pas connue à l'heure actuelle. Il semble que dans cette extension de la politique sociale, la RDA ait pris l'initiative et soit en tête avant l'URSS, ce qui s'explique aisément par le progrès d'industrialisation plus rapide en RDA. (8)

Les grands groupes de travail, supervisés par un brigadier, adéquate à un niveau très bas de mécanisation, sont dissolus et remplacés par des petits groupes (zveno), composés parfois par les membres d'une même famille. Avec le flux des nouvelles machines, l'individualisation du travail agricole se développe, la responsabilité de chacun devient personnelle et s'accroît.

On aspire, enfin, à une démocratisation de la vie interne du kolkhoze. La participation des membres dans les décisions et leur contrôle actif du management devrait remplacer le contrôle central, en régression dans la nouvelle étape de politique économique.

Peut-être la contribution élevée et forcée des producteurs, nécessaire pour une industrialisation accélérée, ne s'accorde-t-elle pas avec une participation démocratique au processus de planification. Dans la mesure où cette contribution diminue et où les changements s'atténuent, la démocratisation devient possible.

Administration centrale et locale

On a tenté diverses réorganisations des administrations centrales devenues trop lourdes, immobiles, obstacles au développement. L'avertissement de Boukharine (1922) était certes excessif, disant qu'une planification trop centralisée et bureaucratique dévorerait tous les bénéfices de l'économie planifiée. Mais il semble que les assauts contre la bureaucratie aient été abortifs. La seule loi valable pour tous les systèmes économiques paraît être la loi de Parkinson : la bureaucratie est immortelle, survit à toutes les attaques, en vainqueur, et s'accroît. Les tâches et responsabilités de la gestion locale, sur place, dans les fermes, ont changé ; elles sont devenues plus diversifiées et difficiles. Au lieu d'attribuer des ressources physiques et financières, on doit calculer et acheter d'après la capacité économique réelle et les besoins. Au lieu d'appliquer des directives étroites de production, on peut exploiter les prix favorables pour accroître le profit de la ferme. Au lieu de débouchés assurés, on doit trouver des marchés.

5 - EVALUATION COMPARATIVE DES RESULTATS

Les résultats diffèrent selon les pays socialistes, en ce qui concerne la production agricole et les efforts nécessaires pour l'obtenir. La productivité des terres reste inférieure en URSS en comparaison avec la RDA ; de même pour la productivité du travail humain. Mais n'est-ce pas très rationnel, compte-tenu de l'abondance des terres et des hommes en URSS et de leur rareté en RDA ! Les découvertes de Thünen (les cercles d'intensité), sont également valables pour l'économie socialiste, au moins jusqu'au moment où l'on aura régionalisé la production et où l'on sera capable de payer une compensation des coûts de transport et d'autres désavantages économiques et naturels. On voit clairement une interdépendance de la densité de population par ha SAU et de l'intensité des inputs et de la production.

D'autre part, la productivité du capital est plus haute en URSS que dans les pays hautement industrialisés. Tandis que les experts ouest-allemands pourraient réclamer de meilleures récoltes par ha, les experts russes montreraient que leurs résultats sont obtenus avec un minimum de machines, malheureusement pas avec un optimum. Ici les fruits un peu tardifs des structures modernes, l'économie d'échelle, sont récoltés. Compte-tenu de la faiblesse de l'équipement technique, cela aussi est économiquement utile et raisonnable. Cependant, les résultats globaux des pays socialistes en matière de production agricole restent inférieurs à ceux des pays capitalistes industrialisés. La valeur de cette contestation toutefois reste douteuse.

Une analyse interne des résultats des pays socialistes révèle quelques points d'importance. En termes de production ou d'échecs de production, la transformation sociale a coûté autant que les destructions des guerres mondiales (9).

La production végétale a rencontré moins de difficultés et a progressé plus vite que la production animale, au moins pendant la phase collective. Avant la collectivisation, dans la phase individuelle en URSS, la production animale avait gagné plus de vitesse. Si la collectivisation a été un facteur de retard, l'allocation centralisée des ressources, négligeant totalement le secteur agricole, en est un autre. Au fur et à mesure que des engrais chimiques et des machines ont été produits et livrés, les rendements ont commencé à monter, peut-être plus rapidement que dans un pays à structure individuelle et de petite exploitation.

Jusqu'ici nous avons limité l'analyse comparative aux pays socialistes collectivisés. Nous manquons ici de place, et il manque trop de données et d'indicateurs macro-économiques, pour une comparaison profonde entre pays socialistes collectivisés et non collectivisés, par exemple la Yougoslavie, la Pologne, Cuba. Probablement une telle analyse prouverait deux choses. Même sans collectivisation, ces pays en voie de modernisation passent par des phases difficiles en ce qui concerne un approvisionnement suffisant de vivres pour une population en croissance rapide et en urbanisation plus lente. La cause dominante semble être l'importance très grande, peut-être trop grande, accordée à l'industrialisation aux dépens du secteur agricole, ce qui fait partie du système économique planifié soviétique.

6 - AVANT-GARDE EN POLITIQUE AGRAIRE ?

On se demande quel Etat socialiste est en tête et dans quelle perspective de politique agraire. Parmi les pays socialistes, cette question peut impliquer un débat scolastique sur le rôle de leader, l'hégémonie sur la voie du socialisme, un débat qui, en termes pseudo-marxistes, reflète la lutte interne pour l'hégémonie parmi ces pays se proclamant socialistes.

Dans la transformation radicale des structures, l'URSS a été longtemps protagoniste, étant le seul pays socialiste pendant 27 ans. Aussi les changements profonds apportés aux structures après la mort de Staline, ont eu lieu d'abord en URSS, les autres pays lui laissant la priorité (dissolu-

(8) La Roumanie est au même niveau sur le plan de la sécurité sociale que la RDA et la CSSR, ce qui diminue un peu les raisons données en faveur de la RDA.

(9) Probablement en Roumanie la collectivisation n'a pas été accompagnée d'un échec de la production agricole.

tion des stations de machines et tracteurs, etc.). Dans le domaine de la production et de l'approvisionnement en machines et en engrais chimiques, il semble que les pays les plus avancés en matière d'industrialisation aient devancé l'URSS, ainsi l'Allemagne de l'Est. En fait, l'intensité agricole est maximale dans ce pays qui est le plus peuplé, possède la man-land ratio la plus faible et l'industrie la plus développée. Aussi, dans le domaine de la sécurité sociale, les Allemands de l'Est étaient les premiers à intégrer les paysans collectifs, devançant l'URSS de plusieurs années. Encore une fois, ce développement est très compréhensible grâce au niveau de progrès macro-économique. En matière de démocratisation dans le secteur agricole, les Tchécoslovaques étaient les champions, devançant les kolkhoziens soviétiques de deux années. C'est un fait à constater, bien qu'on ignore aujourd'hui quels progrès sont permis par les conseillers des pays frères. Cette différence est expliquée par la longue expérience démocratique du mouvement socialiste et communiste en Tchécoslovaquie, expérience qui a commencé sous le régime autrichien et s'est continuée entre les deux guerres mondiales, depuis l'indépendance nationale jusqu'à l'occupation nazie en 1938-1939. Il semble également, que la collectivisation ne s'y est pas heurtée à une opposition aussi aigüe que dans beaucoup d'autres pays socialistes (10).

Vus de très loin, les changements économiques profonds semblent n'être introduits que par étapes. Au début on expérimente sur une échelle limitée (régionale, ou nombre sélectionné de fermes), on tire ses conclusions, on améliore les nouvelles méthodes et, après ce processus de « trial and error » à grande échelle, on les généralise et on les introduit dans toute l'économie (11). Sur cette voie, les frais sociaux sont minimisés.

Observant le développement global de la politique agraire des pays socialistes, on risquerait d'avancer qu'il n'y aura guère, dans un avenir prévisible, de changements de la structure collectivisée de base bouleversant celle-ci. On pourrait plutôt prévoir des ajustements et améliorations et l'installation d'une superstructure, combinant les forces productrices de plusieurs unités de production. En revanche, dans le secteur des moyens de production et investissements, beaucoup reste à faire pour exploiter au maximum les avantages rendus possibles par la structure moderne.

---

(10) En 1968, on n'observait nulle part de mouvement de paysans collectifs pour sortir des fermes collectives, pour « voter avec leurs pieds », preuve peut-être d'une acceptation plus répandue du nouveau système collectif en Tchécoslovaquie.

(11) C'était le cas avec le nouveau système de rémunération kolkhozienne en URSS.

Les nombreux tableaux et graphiques, établis par le professeur Th. Bergmann d'après les Annuaires statistiques des pays socialistes et du Comecon, présentés à l'appui de cette analyse, n'ont pu être reproduits ici faute de place. Ces documents peuvent être consultés dans : BERGMANN Th. Farm policies in socialist countries (Bibliographie ci-dessous, 2).

BIBLIOGRAPHIE

1. ADAMS, A.E. and ADAMS, J.S. : Man versus systems. New York, 1971.
2. BERGMANN, Th. : Farm policies in socialist countries. Farnborough, Hants. (England) and Lexington, Mass. USA 1975.
3. BEYME, K.V. : Indikatoren in der vergleichenden analyse sozialistischer systeme. In : Nohlen, D. und. F. Nuscheler, Herausg, 1974. Handbuch der Dritten Welt, Bd. I, Hamburg, pp. 308-322.
4. BUCHARIN, N. : Okonomik der Transformationsperiode. Hamburg, 1922.
5. BOUKHARINE, N. et alii : La question paysanne en URSS (1924-1929), Paris 1973.
6. CAJANOV, A.V. : The theory of peasant economy. Edited by Thorner, D., B. Kerblay and R.E.F. Smith. Homewood, Illinois. (1923, 1925) 1966.
7. DEUTSCHER, I. : The prophet outcast : Trotsky 1929-1940, Oxford, 1963.
8. DUMONT, R. : Sovkhoze, kolkhoze ou le problématique communisme. Paris 1964.
9. KARDELJ, E. : Problems of socialist policy in rural areas. Bulletin of Information and Documentation, 7,2. Beograd 1958.
10. KARCZ, J.F. (Ed.) : Soviet and East-European agriculture. Berkeley, Los Angeles, 1967.
11. KERBLAY, B. : Le pouvoir soviétique et la paysannerie. Sociologia Ruralis, vol. XII, n° 2, 1972, pp. 167-180.
12. LAIRD, R.D. and LAIRD, B.A. : Soviet communism and agrarian revolution. Harmondsworth, 1970.
13. LENIN, V.I. : Collected works. MOSCOU-LONDRES, 1963-70.
14. LONCAREVIC, I., SCHINKE, E. et Mikios Géza ZILAHI-SZABO : Reformen in der osteuropäischen Landwirtschaft. In : Höbmann, H.-H., M.C. Kaser u. K.C. Thalheim (Herausg.), Die Wirtschaftsordnungen Osteuropas im Wandel - Ergebnisse und Probleme der Wirtschaftsreformen. Freiburg, 1974, Bd. II, S. 281-316.
15. MARX, K. : Der 18 Brumaire des Louis Bonaparte. Berlin 1852.
16. NAGY, L. : The organizational forms of Hungarian agriculture. Budapest. Ronéo. 1974.
17. PREOBRAZHENSKY, E. : The new economics. Oxford, 1965, translation of first edition, Moscow, 1926.
18. SHANIN, T. : The awkward class. Political sociology of peasantry in a developing society : Russia 1910-1925. Oxford, 1972.

19. SHILLINGLAW, G. : Traditional rural cooperation and social structure : the communist chinese collectivization of agriculture. In : WORSLEY, P. (ed.). Two blades of grass. Manchester, 1971.

20. STRAUSS, E. : Soviet agriculture in perspective : a study of its successes and failures. London, 1969.

21. SUVAR, S. and PULJIZ, V. : The role of rural sociology in Yugoslav agrarian policy. Sociologia Ruralis, vol. XI, nº 1, 1971, pp. 66-74.

22. TUMMLER, E., MERKEL, K. and BLOHM, G. : Die Agrarpolitik in Mitteldeutschland und ihre Auswirkung auf Produktion und Verbrauch landwirtschaftlicher Erzeugnisse. Berlin : Duncker & Humblot, 1969.

23. WADEKIN, K.-E. : Die sowjetische Llandwirtschaft in der Endphase des Fünfjahresplans. Berichte des Bundesinstituts für ostwissenschaftliche und internationale Studien. H. 18. Köln (vervielf) 1975.

24. Die Sowjetunion : Land und Wirtschaft. Informationen zur politischen Bildung. Wiesbaden, 1970.

25. Narodnoe chozjajstvo 1922-1972. Moscou, 1972.

26. SSSR v cifrach v 1973 godu. Moscou, 1974.

27. Statistisches Jahrbuch der DDR. Berlin-Ouest, 1974.

28. Statistické prehledy. Praha (monthly statistical supplement of Zemedelska ekonomika).

29. Statistika stran-clenov SEW (Statistiques des pays membres du Comecon). Moscou, 1973.

30. Statistitscheskij jeshegodnik stran-clenov sowjeta ekonomitscheskoj wsaipomoschtschi 1974 (Annuaire statistique des pays membres du conseil d'entr'aide économique 1974). Moscou, 1974.

31. The conflict between Mao Tse-Tung and Liu Shao-Chi over agricultural mechanization in communist China. Current Scene. Developments in Mainland China.. VI, 17, 1. Octobre 1968. pp. 1 - 20.